



OXFAM

Rapport Annuel



**INFLUENCE &
PLAIDOYER 2024-2025**

SOMMAIRE

I. PLAIDOYER HUMANITAIRE.....	04
II. SOUTIEN A LA PARTICIPATION CITOYENNE....	09
III. JUSTICE DE GENRE.....	14
IV. APPUI A L'AMELIORATION DES POLITIQUES AGRICOLES.....	15
V. JUSTICE CLIMATIQUE.....	20



MOT DU DIRECTEUR PAYS

L'influence des politiques et pratiques pour un changement durable au Burkina Faso.

L'année 2024-2025 a été marquée par des défis humanitaires, sécuritaires et économiques, mais aussi par une formidable résilience collective. Dans ce contexte, Oxfam au Burkina Faso a poursuivi avec détermination ses efforts d'influence pour que les voix des communautés affectées soient entendues, que leurs droits soient respectés et que les politiques publiques répondent davantage à leurs besoins.

Notre plaidoyer humanitaire a contribué à renforcer la coordination et la redevabilité des acteurs dans la réponse aux crises, tout en mettant l'accent sur la dignité et la participation des personnes déplacées internes.

Sur le plan de la gouvernance responsable, Oxfam et ses partenaires ont soutenu des initiatives favorisant la transparence, la redevabilité et la participation citoyenne, conditions essentielles d'une paix durable et d'un développement équitable.

Notre engagement en faveur de la justice de genre s'est traduit par un appui constant aux organisations de femmes et de jeunes, pour qu'elles jouent un rôle moteur dans la transformation sociale et économique du pays.

Enfin, à travers nos actions pour la justice climatique, nous avons rappelé que la crise environnementale est aussi une crise de justice, appelant à des solutions locales, inclusives et durables.

Ces avancées sont le fruit d'un partenariat solide avec les autorités, les organisations de la société civile, les bailleurs et surtout les communautés elles-mêmes, véritables actrices du changement.

Nous restons convaincus que l'influence, lorsqu'elle est portée par la solidarité et l'écoute, peut transformer durablement les rapports de pouvoir et ouvrir la voie à un avenir plus juste et plus humain pour toutes et tous.

Omer KABORE

Directeur Pays, Oxfam au Burkina Faso

Communication / Média

• **Promotion de la cohésion sociale** : Réalisation d'une table ronde via un débat radiophonique interactif sur les piliers de la cohésion sociale tels que le respect des identités, la valorisation des diversités, la solidarité et le pardon. 65 diffusions ont été réalisées en mooré et en français qui ont permis de toucher 134 750 personnes ont eu accès aux destinés à impacter positivement les comportements des communautés en matière de cohabitation pacifique.

• **Gestion de la crise humanitaire/cohésion sociale** : des actions de sensibilisations par des théâtres et des rencontres ont été réalisées dans les communes de Ziniaré, Kaya, Boudry et Zorgho pour la promotion des valeurs du vivre ensemble pour une bonne intégration des PDI dans la vie sociale et régler les conflits communautaires. A Nagréongo principalement, il fut décidé d'octroyer des habitats aux familles des PDI à l'intérieur des villages ; ce qui a réglé à la fois le problème de l'occupation des terres et la question de l'intégration à la vie sociale. Aussi, les populations hôtes ont cédé 492 maisons aux personnes déplacées interne dans les villages de Malgretenga, Nagréongo et Watinoma.

« Je crois que ce théâtre forum est en quelque sorte la mise en scène de ma propre histoire. Je suis une déplacée interne venue de Djibo et c'est exactement ce nous avons vécu ici pendant les premiers moments. Dieu merci grâce à vos interventions la situation a beaucoup évolué favorablement. Je voudrais inviter tous les burkinabè à s'accepter et à vivre en paix, dans la solidarité avec les PDI, qui n'ont

rien fait pour mériter ce qui leur est arrivée ».
Témoignage d'une PDI participante au théâtre forum à Kaya.

- *Témoignage du PDS de Boudry « Ayant servi précédemment dans une zone rouge, j'ai suivi ce théâtre forum avec un pincement au cœur, car tout ce qui est décrit ici est malheureusement la triste réalité sur la vie des PDI, qui ne sont pas toujours acceptées et intégrées dans les communautés des autochtones. Je vous encourage à multiplier ce type d'actions qui renvoient à la société sa propre image comme dans un miroir. »*
- *Par ailleurs, le chef de Ziniaré qui a abrité le théâtre forum au sein de son palais a été également ému par la représentation et à solliciter d'autres représentations et la possibilité de faire enregistrer la pièce dans un studio afin de la diffuser à la radio. Le célèbre guérisseur traditionnel "Seydou Nagréongo" a pris part à la représentation théâtrale dans la commune de Nagréongo et a délivré un message de paix et félicité la CBDF et Oxfam au Burkina pour cette initiative intéressante de promotion du vivre ensemble.*

Messages de cohésion sociale

« La diversité des appartenances communautaires ne doit pas nous faire oublier notre appartenance à un ancêtre commun ».

« L'égoïsme, l'individualisme, l'incapacité à prendre en compte l'intérêt commun mettent à mal l'harmonie sociale ».

« Pour préserver la paix entre les humains, il faut se tenir solidement sur des piliers de solidarité, de tolérance et de pardon. Ce sont des vertus



Sensibilisation dans les médias sur la cohésion sociale

cardinales que nos coutumes, nos traditions et nos religions nous recommandent pour construire une vie en société débarrassée de la violence.

Soutien à la réponse humanitaire : Participation de Oxfam à une campagne digitale à la faveur de la journée internationale de l'aide humanitaire pour la contribution des acteurs humanitaires à la réponse à la crise en cours.

Lutte contre les violences basées sur le genre (VBG) : réalisation d'une (01) émission radiophonique sur les comportements communautaires à adopter pour une tolérance zéro en matière de VBG par les femmes et les filles leaders au profit d'environ 244 377 auditeurs (hommes, femmes et jeunes). Plusieurs auditeurs ont témoigné lors et après les émissions, de leur engagement à adopter et à promouvoir des comportements responsables face aux VBG.

Renforcement de capacités

Prévention et gestion des conflits : 29 jeunes hommes et femmes des parties prenantes (équipe projet, animateurs, membres du comité de protection, ambassadeurs de la paix, agents du service social) ont vu leurs capacités renforcer sur la prévention et la gestion des conflits, et leur rôle en tant que leader

communautaire dans les résolutions 1325 et 2250 du Conseil de Sécurité des Nations Unies. Ils ont également été outillés sur les facteurs de fragilité, de conflictualité, et facilitent la résorption rapide des tensions émergentes, préviennent l'exacerbation d'une situation conflictuelle par le dialogue, la négociation et la recherche de consensus.

Les jeunes et les femmes doivent être impliqués dans les processus de paix et de sécurité au lieu d'être considérés uniquement comme des victimes.

Il faut accroître le niveau d'implication des femmes et des jeunes à tous les niveaux de décision.

Soutien au plaidoyer humanitaire des organisations locales : Oxfam a accompagné le SPONG dans l'organisation de 5 sessions de formation en plaidoyer, Droit International humanitaire, et les principes humanitaires au profit des membres de ses coordinations régionales du Nakambé (Centre Est), du Djoro (Sud-Ouest), du Guiriko (Hauts-Bassins), de Tannounyan (Cacades) et du Bankui (Boucle du Mouhoun) ;

Soutien à la protection des personnes vulnérables : Oxfam a organisé deux sessions de formation des acteurs locaux et des membres des comités de protection des régions du Kuilsé (Centre Nord) et du (Liptako) (Sahel) en plaidoyer



Renforcement des capacités des partenaires, des communautés PDI et hôtes sur la cohésion sociale.



et en techniques de communication. Une quarantaine d'acteurs ont ainsi été formés et dotés de plan d'action pour engager des actions de plaidoyer au niveau local.

Lobbying / Plaidoyer direct

Protection : appui à la documentation civile au profit des enfants et des personnes adultes afin de renforcer leur accès aux droits, aux services essentiels (éducation, santé, assistance) et à leur protection contre les risques d'exploitation, de violence et d'exclusion sociale. 1147 actes de naissance ont été établis au profit des enfants et des personnes déplacées internes dans les communes de Barsalogo, Dori et Gorom-Gorom ; 683 cartes nationales d'identité burkinabè (CNIB) ont également été délivrées.

L'accès à la documentation civile renforce la protection des populations vulnérables en réduisant leur exposition aux violences, notamment les VBG.



Remise d'extrait acte de Naissance

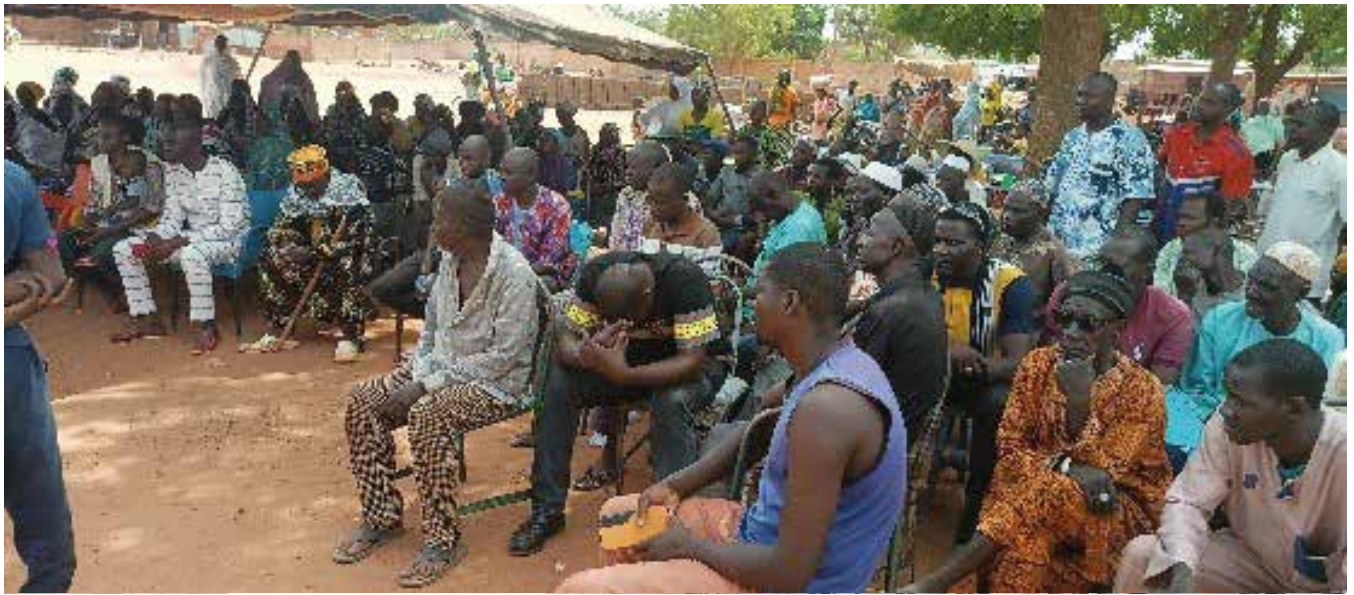
La documentation civile permet une meilleure inclusion sociale et un accès effectif aux services essentiels.

Posséder une pièce d'identité est une condition préalable à l'accès aux droits fondamentaux.

Mobilisation sociale

Cohésion sociale : 05 journées de solidarité et d'inclusion communautaire réalisées. 1 607 personnes ont été mobilisées lors de ces journées. La présence effective des autorités locales et des personnes ressources locales (PRL), qui ont partagé le repas avec les PDI et les populations hôtes, a renforcé la portée symbolique de l'événement. Ces rencontres ont permis la diffusion de messages forts en faveur du rapprochement, de la cohésion sociale et de l'attachement entre les communautés.

Les animations communautaires et les repas partagés sont perçus par les communautés et les autorités locales comme des occasions précieuses de briser les barrières sociales et de renforcer les liens de solidarité. Un leader religieux a ainsi souligné : Le partage de repas, dans nos sociétés, reste un moment de convivialité, de partage, d'acceptation et surtout de consolidation des liens. « Nul ne s'assoit à la même table que son ennemi et mange à satiété.



Journées de solidarité et d'inclusion communautaire

Alliances & Réseautage

- **Stratégies et réseaux** : contribution à l'animation du groupe de plaidoyer du FONGHI qui s'est doté d'une stratégie de plaidoyer dont Oxfam a accompagné l'élaboration et la mise en œuvre. Dans ce cadre, Oxfam a contribué à des initiatives de plaidoyer et communication pour une réponse humanitaire de qualité
- **Plaidoyer humanitaire et réseau** : contribution à l'animation du groupe de travail humanitaire du SPONG qui porte le plaidoyer des acteurs locaux en matière humanitaire. Les membres des coordinations régionales du SPONG ont aussi été renforcés dans les régions du Nakambé (Centre Est), du Djoro (Sud-Ouest), du Guiriko (Hauts-Bassins), de Tannounyan (Cacades) et du Bankui (Boucle du Mouhoun)
- **Localisation** : contribution à l'animation de la task force des Organisations internationale sur la localisation. Oxfam a soutenu les initiatives de plaidoyer du SPONG en matière de la localisation tant au niveau national qu'au niveau interna-

tional. Ce soutien s'est traduit entre autres par la facilitation de l'accès des acteurs locaux à des espaces de prise de décision.

Recherches

- **Climat et conflits** : Oxfam a réalisé une étude afin de faire une analyse du climat, des conflits et de la fragilité dans les communes de Kongoussi et de Bama dans les régions du Kuilsé (Centre-nord) et du Guiriko (Hauts-Bassins) au Burkina Faso. Spécifiquement, l'étude s'est penchée sur les points suivants :
 - Les principaux facteurs de stress liés au climat, aux conflits et à la fragilité dans différents domaines d'intervention ;
 - Les interactions entre les facteurs de stress ;
 - Comment ces interactions influencent les différentes communautés, telles que les femmes, les hommes, les garçons, les filles et les personnes de tous les milieux sociaux
 - Les capacités locales en réponse à ces facteurs de stress ;



Vue des inondations dans la commune de Kongoussi

- Les solutions pour faire face au climat, aux conflits et à la fragilité ;
- La formulation des recommandations qui permettront de définir des stratégies efficaces pour faire face à ces stress liés au climat, aux conflits et à la fragilité.

Quelques résultats de la recherche

« Avant, à partir du mois de mai et juin, nous préparons nos champs pour accueillir les premières pluies et commencer les semis. Maintenant, nous n'avons pas de pluie jusqu'en juillet » dit un producteur agricole « Nous avons connu un vieux peulh qui a semé son mil dans un vaste champ. Après la première germination, il a attendu la pluie pendant plus de deux semaines. Finalement, il a préféré laisser les animaux envahir son champ car il n'avait plus l'espoir que la récolte soit bonne quelle que soit la pluie » Cette histoire a été racontée par un homme du focus groupe de Sougoulema.

« Nous enregistrons des poches de sécheresse. Si on n'y prend garde la commune de Bama qui était une zone forestière est en train de devenir une zone aride. Il est arrivé que pendant le mois d'août, qu'il ait deux semaines sans pluie. Cela dure depuis deux ans » dit un agent de service technique de l'action sociale de Bama”.

« Selon plusieurs participants à la restitution des résultats de l'évaluation à Bama : « il ne se passe pas un jour sans qu'il n'y ait de plainte sur les questions foncières entre migrants et autochtones, mais aussi entre autochtones. Selon les notables la coutume a été transgressée par le gain facile d'argent ».

- **Espace civique** : L'Association des Femmes Juristes du Burkina Faso (AFJ/BF) a réalisé une étude sur l'état des lieux de la conformité des associations vis-à-vis de la législation portant liberté d'association. Ce rapport fait l'analyse du contexte national de la vie associative et de la liberté d'expression.

II. SOUTIEN A LA PARTICIPATION CITOYENNE



Communication/Média

• **Genre et droits de l'enfant** : Une (1) co-création et diffusion d'outils artistiques innovants et culturellement adaptés (poésie, slam et théâtre) pour sensibiliser les populations sur le genre et les droits de l'enfant dans le but de briser les barrières culturelles et sociétales. 1481 personnes sensibilisées sur le genre et les droits de l'enfant à travers 02 représentations théâtrales (328 hommes, 641 femmes, 193 garçons, 319 filles). 896 personnes dont 108 hommes, 224 femmes, 242 garçons et 322 filles ont été sensibilisées sur le genre et les droits de l'enfant à travers 06 projections de film.

A l'évaluation de l'initiative, les enfants et jeunes formés artistiquement pensent avoir augmenté leur degré de confiance en soi et amélioré leur prise de parole dans la communauté. Par ailleurs, leur responsabilisation a renforcé leur engagement à long terme pour des actions communautaires.



L'utilisation de l'art, est un puissant outil de sensibilisation communautaire et permet de susciter en public des discussions sur des sujets auparavant tabous, comme les violences basées sur le genre.

• **Gestion foncière** : Oxfam a contribué avec d'autres partenaires/acteurs à outiller et renforcer les CIC sur le suivi citoyen de la gouvernance foncière via des sensibilisations, et formations. Ainsi les CIC « Cellule d'Interpellation Citoyenne » de l'ensemble des communes d'intervention du projet « Land At Scale » dans la Boucle du Mouhoun ont déjà fait leurs premières sorties de suivi et ont produit leurs premiers documents d'interpellation. Ce qui témoigne déjà que les CIC sont aptes à jouer pleinement leur rôle pour une bonne gestion



foncière.

Renforcement de capacités

• **Justice de genre / Promotion de l'égalité des sexes et les droits des enfants** : 20 enfants et jeunes formés dont 06 en slam et poésie, 12 en théâtre et 02 sans option ont conçu et produit, pour valoriser la prise en compte de la parole des enfants et des femmes dans la commune de Dapelogo afin de réduire les préjugés qui nuisent la justice de genre à travers des prestations artistiques. On note aussi la conception et la production d'une (01) capsule vidéo et d'une

pièce de théâtre et d'un slam à partir des résultats de la cueillette des mots par les jeunes. Ces outils de communication de masse devraient permettre d'ouvrir le dialogue populaire sur les droits des enfants et les inégalités de genre et la valorisation de la participation des jeunes.

Renforcement des capacités de 20 enfants (10 filles, 10 garçons) formés sur leurs droits et les questions de genre. Développement de leur leadership à revendiquer leurs droits et à promouvoir l'égalité des sexes. Un regain de confiance en soi surtout chez les femmes et les



enfants à faire valoriser leurs droits et à participer à la prise de décision au niveau familial, communautaire et institutionnel.

• **Lutte contre les Violences Basées sur le Genre :** Avec l'appui de Oxfam, 10 groupements et associations de femmes ont été formés sur la rédaction du plaidoyer avec des sessions spécifiques sur les VBG et les droits humains. Ces femmes formées, ont rédigé un document de plaidoyer sur la tolérance zéro en matière de VBG en vue de réaliser un plaidoyer communautaire auprès des détenteurs de pouvoir communautaire. Ainsi un document de plaidoyer clair et structuré a été remis au chef du village.

• **Sécurité foncière et cohésion sociale :** Neuf nouvelles Cellules d'Interpellation Citoyenne (CIC) ont été établies s'ajoutant à celles déjà existante à Bama. Les membres de ces CIC et de

représentants des délégations spéciales communales des régions du Guiriko (Hauts-Bassins) et du Bankui (Boucle du Mouhoun), ont bénéficié de deux sessions de formation sur la loi foncière et les attributions des CIC, la collecte et l'analyse de données, ainsi que sur les techniques d'interpellation. Ces formations ont réuni 74 participants dont douze (12) femmes, vingt-deux (22) jeunes dont trois (03) jeunes femmes). Grâce à ce renforcement de capacités, la commune de Satiri a pu organiser une tribune d'interpellation où les autorités ont pris des engagements concrets pour répondre aux préoccupations soulevées par la CIC locale.



Appréciation des autorités locales de la commune de Padema

Lors de la rencontre de suivi du projet avec les autorités communales de Toussiana, la PDS a souligné que les cellules d'interpellation citoyenne jouent un rôle crucial en permettant aux citoyens de s'engager activement dans la vie publique et de faire entendre leur voix auprès des décideurs. Elles offrent un cadre structuré pour que les citoyens puissent questionner, exprimer des préoccupations, et proposer des solutions sur des sujets d'intérêt général,



Départ de la délégation pour Padéma le 29 octobre 2024



Participants formation de K. Sambla et Péni (22 au 23/10/2024)



Travaux de groupes participants de K. Sambla et Péni '22 au 23/10/2024)

Lobbying / Plaidoyer direct

- **Participation des filles et femmes dans la Gouvernance locale et familiale :** Oxfam a accompagné des groupes de femmes et fille de la commune de Dapelogo à faire du plaidoyer auprès des autorités locales ; face aux enjeux liés aux droits humains et aux violences basées sur le genre. Elles ont rédigé un message de plaidoyer communautaire adressé à la chefferie coutumière, qui a été officiellement remis à la suite d'une marche, au chef du village assisté de ses notables, des autorités coutumières et des hommes responsables de famille. Ce plaidoyer a obtenu l'engagement des autorités traditionnelles et communautaires à favoriser une participation accrue des femmes aux instances de décision à Dapelogo

- *Témoignage de Somkolgog-Naaba : « Ce projet nous a permis de mieux comprendre l'importance de valoriser les droits des enfants et des femmes et d'impliquer les femmes dans les discussions pour une meilleure prise en compte de leurs opinions. Sinon avant la mise en œuvre du projet nos femmes ne pouvaient pas s'asseoir à nos côtés pour même écouter nos échanges. Mais aujourd'hui, les femmes présentes peuvent témoigner qu'elles sont désormais consultées à chaque fois que besoin y est »*

- **Gestion citoyenne de l'utilisation des ressources communales :** Grâce aux actions facilitées par Oxfam et celles menées par les comités de dialogue et de veille citoyenne (CDVC) dans leurs communes respectives (Boudry, Korsimoro, Kaya, Nagréongo, Ziniaré et Zorgho), le contrôle suivi de l'action publique relative à la participation et à la gestion citoyenne a connu un accroissement. Ainsi, les CDVC sont régulièrement saisis par les populations en cas de mauvaise gestion des finances publiques.

le CDVC a été interpellé par rapport à des constats de mauvaise construction des logements des infirmiers. Aussi, le suivi citoyen de la réalisation des infrastructures en particulier celles faites avec les ressources provenant du FMDL par la population s'est fortement amélioré.

Le CDVC de Boudry a été interpellé par la population du village de Limsèga par rapport au choix de l'emplacement d'un centre de santé avec les ressources du FMDL qui ne leur convenait pas.

Le CDVC a ainsi engagé des discussions avec l'autorité qui s'est engagée à respecter la volonté de la population en prenant des mesures correctives pour assurer la qualité de l'infrastructure et le problème a été résolu.

Le CDVC a ainsi recommandé à l'autorité de s'assurer d'une meilleure implication des populations à la base pour une bonne prise en compte de leurs besoins. Le PDS s'est engagé à s'assurer de l'implication effective des populations de sa commune avant d'entreprendre les actions développement.

- **Gestion de l'hygiène publique** : Les membres du CDVC de Ziniaré ont reçu une formation sur les techniques de plaidoyer de la part d'Oxfam et de la CBDF, leur permettant de réaliser un plaidoyer auprès des autorités communales sur l'assainissement de la commune de Ziniaré. Les autorités communales ont mis en place une police d'hygiène dans la commune de Ziniaré qui a contribué à améliorer l'assainissement de la ville.

Mobilisation sociale

- **Lutte contre les VBG** : Tenue de trois panels sur la masculinité positive impliquant des débats entre différents groupes générationnels et des débats ouverts à tous afin de discuter de la contribution de la masculinité positive à l'ère du numérique pour changer les mentalités et susciter des engagements dans la lutte contre les VBG. (Tenkodogo : 130 femmes, 36 hommes ; Garango : 172 femmes, 5 hommes ; Pô : 77 hommes et 139 femmes).

- **Réduction des inégalités** : Oxfam a appuyé le Balai Citoyen pour organiser trois conférences publiques dans des écoles et universités autour de thématiques liées à la réduction des inégalités au Burkina Faso. À Ziniaré, la conférence portait sur la réduction des inégalités dans le secteur de l'éducation ; à Ouagadougou, sur le thème « Égalité en action : inclusion socioéducative et professionnelle des personnes vivant avec un handicap » ; et à Kaya, sur l'« Engagement des jeunes dans la lutte contre les inégalités au Burkina Faso ». Ces événements ont touché 183 participants, principalement des élèves, répartis comme suit : 82 (58 hommes, 29 femmes) à Ouagadougou, 80 (20 hommes, 60 femmes) à Ziniaré, et 21 (9 hommes, 12 femmes) à Kaya. Les participants ont exprimé une appréciation très positive et ont souhaité la multiplication de cadres similaires pour sensibiliser un plus grand public.

- **Civisme fiscal** : OXFAM et son partenaire CERA/FP on procédé à la simplification, à la traduction et à la conversion en capsules vidéo des budgets primitifs pour l'exercice 2024 des communes de Korsimoro, Nagréongo et Ziniaré. Ces budgets simplifiés ont été adaptés en vidéos animées, traduites en langue locale mooré, afin de fournir aux communautés des



Formation des CIC de K. Vigué, Toussiana et Satiri (24 au 25/10/2025)



Vue ensemble des participants formation des CIC de K. Vigué, Toussiana et Satiri

détails précis sur les investissements prévus dans chaque secteur (éducation, santé, eau et assainissement, secteurs économiques, etc.) ainsi que leur localisation sur la carte de la commune. Cette initiative contribue à améliorer la transparence et la redevabilité, tout en renforçant le contrôle citoyen de l'action publique à l'échelle des communes. Par ailleurs, ces budgets simplifiés constituent un outil efficace de sensibilisation sur le civisme fiscal, particulièrement utile pour les Comités de Veille Citoyenne (CDVC).

Alliances & Réseautage

• **Gouvernance du secteur minier/ Gestion des FMD** : Dans le cadre du projet PS2, ORCADE a mis en place un observatoire qui est un mécanisme de suivi de l'utilisation des ressources issues du FMD dont la plupart ont été prises en compte. dans le nouveau code minier.

Les principales contributions ont été :

- *la constitution de la réserve nationale d'or ;*
- *le renforcement des dispositions sur le contenu local ;*
- *la possibilité pour l'État de percevoir des dividendes en nature ;*
- *la prise en compte des capacités techniques et financières dans l'octroi des permis de recherche a une entreprise de recherche minière ;*
- *la réduction de durée des permis d'exploitation car les vingt (20) ans avaient toujours été dénoncés par la SC ;*
- *la lutte contre la surproduction de l'or sans autorisation ;*
- *la limitation de titres miniers par société minière ;*
- *le changement d'objectif et de contenu des conventions minières.*

Recherches

• **Gouvernance inclusive et lutte contre les VBG** : Dans un souci de mieux comprendre et d'analyser les perceptions communautaires actuelles sur les droits de l'enfant y compris les jeunes et les femmes et l'égalité de genre afin de mieux les promouvoir dans les familles de la commune de Dapelogo, une collecte d'information a été faite auprès des ménages. Elle a permis de mieux cerner non seulement l'état de respect des droits de l'enfant et de l'équité genre mais encore de mieux comprendre les perceptions des ménages sur ces deux facteurs en lien avec les habitudes, us et coutumes. Ce document a servi de base pour la formulation d'outil et de contenu de mobilisation sociale et de plaidoyer visant le changement de comportement social face aux VBG et ses incidences surtout sur les jeunes et les femmes dont leur exclusion aux sphères de prise de décision tant au niveau familial que communautaire.

III. JUSTICE DE GENRE



Communication/Media

• Réduction des inégalités de genre à travers la promotion du leadership féminin et la masculinité positive. La couverture médiatique de trois (03) panels, organisés à Tenkodogo et à Garango sur la promotion du leadership féminin et la masculinité positive, ont touché 427 000 personnes (166 530 jeunes femmes, 260 470 jeunes hommes) via les réseaux sociaux (fb) et la web TV Déni Voice.

Renforcement de capacités

• Cohésion sociale et inclusion des femmes et jeunes dans les instances de prises de décision : 20 leaders communautaires (03 leaders coutumiers, 03 leaders religieux, 08 responsables administratifs et communales et 06 chefs de ménages ont été formés sur les VBG et l'égalité de genre. A l'issue de la formation, des ateliers interactifs et de partage

d'expérience ont permis aux leaders communautaires de mieux comprendre leur rôle dans la lutte contre les VBG et la promotion de l'égalité des genres. Ils/elles ont compris l'impact positif que l'éducation et la sensibilisation peuvent avoir sur la société en termes de changement de comportement positif favorable à l'égalité de genre.

Une appréciation positive de l'évolution des mentalités des leaders coutumiers et communautaires sur les questions de VBG et de promotion des droits des femmes par les responsables administratives (PDS, Action sociale). L'engagement des relais et leaders communautaires et autorités coutumières à renforcer les actions de sensibilisation dans leurs quartiers et dans la commune.



IV. APPUI A L'AMELIORATION DES POLITIQUES AGRICOLES



Communication / Média

• **Sécurité foncière** : Cela a consisté à la production et à la diffusion des émissions radiophoniques (en langues locales) et l'organisation de théâtres fora sur différentes thématiques comme l'accès à la terre, la sécurisation foncière, les structures locales de gestion foncière. En moyenne plus de 500 personnes, composées d'hommes, de femmes, de jeunes et d'enfants ont suivi les théâtres fora. Des milliers de personnes ont été touchées par les émissions radiophoniques, environ 5 850 000 personnes touchées à Bobo et 1 125 000 personnes touchées dans la Boucle du Mouhoun.

On dénombre aujourd'hui 658 APFR (attestation de possession foncière) collectives, 194 APFR pour les femmes, 02 APFR au titre de prêt PDI, 77 APFR pour les jeunes et 45 APFR au titre de groupement et sociétés coopératives.

Selon la Présidente de la délégation spéciale de Toussiana, l'importance des sensibilisations des Cellule d'Interpellation Citoyenne (CIC) a été fortement démontrée. Elle a relevé le fait que grâce aux sensibilisations, l'information et la

sensibilisation continuent dans les différents villages. Le nombre de plainte et d'incidents sur le foncier ont fortement diminué entre 2022 et 2025.

Dans la commune de Sakiri, les autorités communales ont très bien apprécié l'action du projet. En effet, la CIC a mené plusieurs actions de collecte de données dans tous les villages de la commune, procédé à la rédaction d'un rapport d'interpellation et organisé la tenue d'une tribune d'interpellation citoyenne auprès de la délégation spéciale. Au vu des difficultés identifiées sur le terrain, la CIC a proposé des solutions endogènes à la délégation spéciale. Aux vues de la portée de l'interpellation, les autorités de la collectivité ont pris des engagements pour leur résolution. Cela a permis à la collectivité de s'informer des difficultés sur le foncier et de prendre des mesures idoines.

Lobbying / Plaidoyer direct

• **Sécurité foncière** : Oxfam et ses partenaires à travers la CPF ont rédigé un memorandum sur la promotion immobilière et foncière au Burkina Faso pour interpellier le Gouvernement à :



Séance de sensibilisation grand public (Péné [20/04/2024])



Séance de sensibilisation grand public - Ouarkoye [04/07/2024]

- Opérationnaliser une vision de transformation innovantes et qualitative des territoires ;
- Améliorer la gouvernance foncière rurale et urbaine

Dans le cadre des travaux de l'ALT sur le projet de relecture de la RAF (Réforme agraire foncière), un document de position en vue de faire un plaidoyer pour la prise en compte de dispositions favorables à une meilleure protection de l'agriculture familiale a été élaboré par la CPF avec l'appui de Oxfam

• **Intégration des commandes institutionnelles de riz et lait local dans les cantines scolaires :** L'UNERIZ, accompagné par Oxfam (via le financement de DGD), a organisé des actions de sensibilisation sur l'entrepreneuriat agricole, et aussi des renforcements de capacités en leadership, plaidoyer et gestion d'entreprise au profit des étuveuses. Ces appuis ont permis de mener des actions de plaidoyer ayant abouti à des commandes institutionnelles du riz et du lait local. Pour le lait, un référentiel d'achat des produits laitiers locaux, élaboré par le CPF et l'UMPL/B, a été soumis à l'État. Ce référentiel permettra à l'autorité de réviser les mercuriales de prix en prenant en compte le lait et les produits laitiers locaux, qui ne figurent pas encore dans le mercurial d'achat actuel.

A partir de 2023 le scoop de Mogtéo arrive à obtenir et exécuter des marchés institutionnels avec leur commune. Jusqu'en 2021 le scoop de Mogtéo exécutait les marchés publics de sa commune, en 2022 et 2023 elle peinait à avoir ce

marché suite aux impayés et aux taxes liés à son exécution. Alors UNERIZ à travers ce projet a mené un plaidoyer auprès de la Délégation Spéciale et au niveau du service des impôts pour pallier ces difficultés. A ce jour le marché suit bien son cours et le contact est rétabli entre les deux structures. Oxfam a financé cette activité de plaidoyer et l'UNERIZ a mené le plaidoyer.

En 2024, le ministère en charge de l'éducation (MENAPLN) s'est engagé à intégrer le riz étuvé dans les commandes publiques au Burkina en octroyant un contrat de livraison de plus de 900 tonnes de riz étuvé directement à l'UNERIZ

En juillet, le président de la délégation spéciale (PDS) de la commune de Sabcé, dans la province du Bam, a autorisé la livraison de produits laitiers dans la cantine scolaire de l'école primaire centre B de Sabcé pour une période d'essai de trois moi.

• **Média et agroécologie :** le Conseil national pour l'agriculture biologique (CENABIO), avec le soutien de Oxfam, a œuvré à l'émergence d'un réseau de journalistes spécialisés en agroécologie.

• **Lutte contre les produits chimiques de synthèses :** Avec l'accompagnement financier de Oxfam pour la transition agroécologique, AFRA « Association pour la Recherche et la Formation en Agroécologie » a diffusé 26 émissions radiophoniques et des projections des capsules vidéos pour sensibiliser les populations sur les effets néfastes des produits chimiques de synthèses.



Rencontre d'échanges entre les membres pour répondre à la commande de la commune de Mogtéo

Renforcement de capacités

- **Plaidoyer en agroécologie** : Oxfam a organisé une session de renforcement des acteurs engagés en faveur de l'agroécologie en plaidoyer. Une trentaine d'acteurs du media, de la recherche, des OSC ont été capacités.

Lobbying / Plaidoyer direct

- **Soutien aux politiques agricoles** (agenda post Malabo : Oxfam au Burkina Faso a soutenu la participation d'un parlementaire à l'élaboration d'une note contributive pour l'agenda post Malabo de l'Union Africaine. Pour ce faire il a participé à une rencontre qui a permis de se pencher sur la contribution des parlementaires mais également d'élaborer des recommandations des acteurs non étatiques pour l'agenda post Malabo de l'UA ;

- **Soutien aux exploitants agricoles familiaux** : Oxfam a soutenu son partenaire la Confédération Paysanne du Faso pour la tenue d'une session d'analyse des réformes dans le secteur agro-sylvo-pastoral. Cette session qui a réuni des acteurs étatiques (techniciens des départements en charge du secteur rural) et des acteurs non étatiques (organisations paysannes, secteur privé agricole, OSC et ONG internationale) a servi de cadre d'analyse de projets et idées de réformes en cours et de formuler des recommandations à l'endroit des autorités pour la mise en œuvre efficace des réformes enclenchées. La session a permis ainsi de se pencher sur les réformes politiques, administratives et institutionnelles pour un accès des OP/OSC aux instruments de finance climat, les réformes politiques, administratives et institutionnelles en cours et en vue de dynamiser le secteur agricole pastoral et halieutique et les réformes politiques, administratives et institutionnelles en cours et en vue pour la promotion des industries agro-alimentaires et la promotion du commerce intérieur et

international des produits agro- sylvo-pastoraux burkinabè .

- **Budgétisation sensible au genre** : Oxfam au Burkina Faso a participé à Nairobi au lancement de la « feuille de route vers la transformation du genre dans la nouvelle stratégie du système agroalimentaire africain ». Oxfam a partagé au cours du lancement son expérience en matière de budgétisation sensible au genre en présentant le résultat d'une étude réalisée au Burkina Faso.

- **Gestion foncière et intrants agricoles** : Oxfam a apporté un accompagnement technique à la confédération paysanne du Faso pour examiner les documents reçus du parlement pour préparer leur audition par l'Assemblée Législative de Transition d'une part sur un avant-projet de loi relatif au contrôle des engrais au Burkina Faso et d'autre part sur la relecture de la loi n°034-2012/an du 02 juillet 2012 portant réorganisation agraire et foncière au Burkina Faso. Cet accompagnement a permis la production de deux notes de contribution sur les thématiques qui ont alimenté la discussion avec les députés.

- **Législation des intrants** : Oxfam a accompagné son partenaire CENABIO pour la participation à une session de travail avec l'Assemblée Législative de la Transition. Cette participation a permis de faire une communication sur l'impact des intrants de synthèse et les actions nationales en lien avec les cadres de concertation bio et de formuler des recommandations ;

- **Législation sur les engrais** : Oxfam a accompagné l'organisation d'un atelier d'analyse de la loi sur les engrais qui a réuni des acteurs de la société civile, des chercheurs, des universitaires et des experts en bio-intrants. L'atelier a permis de produire une note de position sur l'avant-projet de loi sur les engrais. Le CNABIO a également bénéficié d'un appui pour la tenue d'un atelier de finalisation du document de caractérisation des bio intrants. Le ministère

de l'Agriculture s'est engagé à intégrer cet outil de caractérisation.

- **Influence politique locale en faveur de l'agroécologie** : Avec le soutien de Oxfam, CNABIO a participé à la session du Plan de Développement Stratégique (PDS) de Tanghin Dassouri à travers une communication assortie de recommandations en matière de prise en compte de l'agro-écologie. Cette participation a permis de parvenir à un accord unanime des membres sur la nécessité de la transition agroécologique dans la commune, à un engagement pour l'élaboration d'un nouveau PCD intégrant l'AE avec le soutien du CNABIO et un début de réflexion sur une convention de collaboration pour la formation et la sensibilisation (CEP). En plus CNABIO et ARFA ont pu organiser des missions de diagnostic pour la révision des PCD des communes dans cinq communes afin de plaider pour la prise en compte de l'AE dans les PCD .

Mobilisation sociale

- **Filière lait local** : Oxfam a soutenu l'Union Départementale des Coopératives des transformateurs de lait de Banfora (COTRALAIT) pour l'organisation de la septième (07ème) édition des Journées Promotionnelles du Lait dans la région des Cascades (JPL 2024) afin de donner une place durable à la chaîne de valeur lait dans l'économie des Cascades. Cette édition était placée sous le thème « Développement de la chaîne de valeurs lait local, source de création d'emplois, de richesses et de réduction de la pauvreté ». Cette édition a servi de tribune d'interpellation des décideurs locaux et d'échanger à travers des thématiques diverses dont le « Développement durable de la chaîne de valeur lait local, une solution pour l'emploi des jeunes et des femmes ».

Oxfam au Burkina Faso a apporté un appui à l'interprofession lait du Burkina Faso (IPROLAIT) pour l'organisation de la célébration de la journée mondiale du lait célébré en différé. Cette célébration a été placée cette année sous le

thème : « filière lait local : quelles contributions des acteurs dans l'atteinte des objectifs de l'Offensive agro-sylvo pastorale et halieutique dans un contexte de crise alimentaire ?

- **Soutien au plaidoyer des femmes rurales** : Oxfam au Burkina Faso a apporté un soutien à ses partenaires (La Confédération Paysanne du Faso, l'Union Nationale des Mini-laiteries et producteurs de lait local du Burkina (UMPLB), l'Alliance Technique d'Assistance au Développement (ATAD) et l'Association Soutenir l'Émergence et la Valorisation de l'Économie locale en Afrique (SEVE Africa) pour l'organisation d'activités de communication et de plaidoyer pour marquer la célébration de la journée internationale de la femme le 8 mars 2025 dans la Région du Kuisé (Centre Nord).



Emission radiophonique, à Kaya sur le thème du 8 mars 2025, « Crise sécuritaire et humanitaire au Burkina Faso : quelles stratégies pour promouvoir l'entrepreneuriat agricole des femmes »

Il s'est agi de l'organisation d'émissions de radio sur les **stratégies pour promouvoir l'entrepreneuriat agricole des femmes** dans un contexte de crise sécuritaire et humanitaire et d'une conférence publique sur le dit thème. Ces deux activités ont été mises à profit par Oxfam et ses partenaires pour mettre en exergue les difficultés rencontrées par les femmes engagées dans l'entrepreneuriat agricoles et faire des recommandations à l'endroit des décideurs au niveau régional et comme au niveau national. Ces recommandations ont fait l'objet d'une note de plaidoyer qui a été remise au Gouverneur de la

Région par les femmes rurales et les femmes déplacées internes et hôtes à la faveur de la cérémonie officielle de célébration du 8 mars ;



Photos de remise de la Note de déclaration des femmes de la Région des Koulsé aux autorités régionales lors de la commémoration de la Journée Internationale de la Femme à Kaya.

Alliances & Réseautage

- **Systèmes alimentaires durables** : Oxfam en partenariat avec d'autres acteurs de la société civile (Confédération paysanne du Faso, SPONG) et l'ONG Broederlijk Delen) a organisé du 12 au 13 novembre 2024, novembre un Forum international sur les systèmes alimentaires durables (FISAD) sous le thème « mise à l'échelle des pratiques transformatrices vers la souveraineté alimentaire en Afrique de l'Ouest à travers des systèmes alimentaires durables ». Ce forum a permis aux acteurs de la société civile d'interpeller les décideurs de financer des systèmes alimentaires agricoles durables dont l'agroécologie ;

- **Promotion de l'agroécologie** : Oxfam a accompagné les acteurs engagés en faveur de l'agroécologie à se doter d'une stratégie de plaidoyer en matière d'agroécologie au Burkina Faso. Une trentaine d'acteurs (ONG, institutions de recherche, médias, OSC, structures publiques) ont été mobilisés pour une co-production et une appropriation de cette stratégie. Puis Oxfam a facilité la mise en place de trois groupes thématiques (institutionnalisation de

l'AE et promotion des bio-intrants et produits agroécologiques et augmentation du financement) regroupant une quarantaine d'acteurs divers pour implémenter la stratégie de plaidoyer pour la promotion de l'agroécologie. Ces groupes thématiques sont dotés de plans d'action de plaidoyer pour promouvoir l'agroécologie ;

Recherches

- **Budgétisation sensible au genre** : Oxfam a organisé un atelier de socialisation et de validation de l'étude sur la budgétisation sensible au genre en présence des acteurs étatiques, des organisations de la société civile, des organisations de femmes et du collège de la confédération paysanne du Faso. L'atelier a permis de déboucher sur une note de plaidoyer à diffuser auprès des décideurs.



Lancement du programme Appui à la transition agroécologique par les OSC en Afrique de l'Ouest APAESC-AO



V. JUSTICE CLIMATIQUE

L'année 2024 a été une réussite pour le travail d'Oxfam autour de la Justice Climatique, avec des résultats concrets et impactant en matière de dialogue climatique, de sensibilisation et de renforcement des capacités des jeunes activistes. L'engagement des parties prenantes (CPF, CONAJEC, JVE, SPONG, A-2E) et le soutien d'Oxfam ont permis d'assurer une exécution efficace des activités, malgré un contexte sécuritaire et climatique difficile. Ces avancées constituent une base solide pour la poursuite des actions de plaidoyer en faveur de la justice climatique et la mobilisation de ressources nécessaires pour renforcer la résilience des populations face aux changements climatiques.

sur la vulnérabilité des communautés, en particulier des femmes et des enfants, en raison des conditions socio-culturelles et économiques. L'Écosse a été appelé à renforcer son engagement pour le Fonds de pertes et préjudices, en soutenant des solutions locales et un accès direct aux fonds pour les communautés vulnérables. Ils ont aussi salué le leadership écossais pour une transition énergétique juste. Le représentant écossais, Gillian Martin, secrétaire d'État par intérim pour le Net Zéro et l'Énergie, a pris en compte les suggestions pour renforcer l'influence de l'Écosse et motiver d'autres gouvernements à passer à des contributions effectives au Fonds P & P.



Académie nationale des jeunes négociatrices, négociateurs climat organisée



COP 29 : Equipe Oxfam et la secrétaire d'État Ecossais par intérim pour le Net Zéro et l'Énergie, Gillian Martin

Lobbying / Plaidoyer direct

- COP 29 : Oxfam au Burkina Faso a participé à la table ronde du Gouvernement Ecossais à la COP29. plusieurs intervenants, notamment de Oxfam (Burkina Faso et Cambodge), de Christian Aid (Bangladesh et Malawi), et de l'Initiative pour le Traité de Non-Prolifération des Énergies Fossiles, ont discuté des événements climatiques extrêmes dans ces pays. L'accent a été mis

Mobilisation sociale

- COP 29 : Le Burkina Faso, représenté par des jeunes négociateurs soutenus par Oxfam, a joué un rôle actif dans la COP29 en amplifiant la voix de l'Afrique et en soulignant les besoins pressants des pays du Sud en matière de financement climatique. L'équipe d'Oxfam au Burkina Faso a collaboré étroitement avec les négociateurs burkinabè, notamment lors de réunions importantes telles que celle avec le Comité économique et social européen (CESE). Ces échanges ont permis de mettre en lumière les défis spécifiques auxquels le Burkina Faso et



Atelier de restitution de la Cop 29 CONAJEC OXFAM

d'autres pays vulnérables font face, tout en plaidant pour une augmentation significative du financement de l'action climatique.

- **Campagnes climatiques** : Les campagnes "Faire payer les riches pollueurs", menées en octobre et novembre 2024 par A-2E, CONAJEC et JVE avec le soutien d'Oxfam, ont mobilisé plus de 2 742 participants à travers des activités de sensibilisation, de plaidoyer et de mobilisation digitale. Des rencontres de plaidoyer ont eu lieu avec 17 autorités administratives, coutumières et religieuses, obtenant des engagements concrets pour soutenir la taxation des pollueurs. La campagne digitale a touché plus de 170 000 personnes via les réseaux sociaux. Un X Space, rassemblant près de 200 participants, a amplifié le plaidoyer en ligne. Les autorités et leaders religieux se sont engagés à inclure les questions climatiques dans leurs discours.

- **CDN** : Un atelier d'information des Organisations de la Société Civile (OSC) sur la révision de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du Burkina Faso s'est tenu le 6 mars 2025 à Ouagadougou. Organisé par le

SPONG, en partenariat avec Oxfam et le SP-CNDD, il a réuni 58 participants issus de 46 OSC. L'objectif principal était d'informer et d'impliquer les OSC dans le processus participatif d'élaboration de la CDN 3.0. Trois communications ont été données et ont porté sur : les travaux antérieurs du SPONG et d'Oxfam, les fondements et le contenu de la CDN 2.0, et le processus de révision en cours. Les participants ont formulé plusieurs recommandations sur la prise en compte du genre, des personnes handicapées, des projets climat et du suivi-évaluation.



Atelier d'information des Organisations de la Société Civile (OSC) sur la révision de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN) du Burkina Faso, 6 mars 2025 à Ouagadougou.

Alliances & Réseautage

- **Pertes et préjudices** : Oxfam au Burkina Faso a continué à animer un espace de dialogue sur la justice climatique créée en 2022 sur les pertes et préjudices. C'est ainsi que la troisième Conférence nationale sur les pertes et préjudices, tenue les 12 et 13 septembre 2024 à Ouagadougou, a réuni 45 participants issus de l'administration, des ONG, des organisations paysannes et de la société civile. Afin de documenter et de sensibiliser sur les impacts du changement climatique, un récit sous le format vidéo a été produit et diffusé par la Confédération Paysanne du Faso (CPF). Ce récit a mis en lumière les effets des inondations récurrentes sur les agriculteurs et les pertes qu'ils subissent.



Conférence Nationale sur les pertes et préjudices 2024

- **CDN** : Oxfam et ses alliés ont tenu une rencontre stratégique pour renforcer l'implication des organisations de la société civile (OSC) dans le processus de la CDN du Burkina Faso. Pendant trois jours, les participants ont analysé les mécanismes actuels de mise en œuvre de la CDN, exploré des outils tels que peoplendc.org et le système de Mesure, Rapportage et Vérification (MRV) et élaboré une note de plaidoyer, remise aux autorités, appelant à une CDN plus ambitieuse et inclusive en 2025. Présent à cette rencontre, le gouvernement, représenté par le Secrétaire Permanent du Développement durable, s'est engagé à intégrer ces recommandations dans les futures politiques climatiques.

Recherches

- **Accès au financement climat** : Oxfam au Burkina Faso et Oxfam intermon ont co-publié le rapport « NI SUFFISANT, NI ADÉQUAT Une évaluation participative sur les obstacles à l'accès local aux financements climat dans le Sahel. » en marge de la COP 29. Ce rapport présente les résultats d'une recherche participative menée dans quatre pays du Sahel (Burkina Faso, Mali, Sénégal, et Tchad) avec plus d'une centaine d'acteurs intervenant aux niveaux local et national, présentant des informations de première main permettant d'énumérer et de dévoiler les principaux obstacles et facteurs structurels qui bloquent l'accès aux financements climat dont ils ont tant besoin pour être en mesure de fournir des solutions climatiques.



Climat, plaidoyer pour une meilleure implication des Organisations de la Société Civile dans la formulation, la mise en œuvre et le suivi évaluation et capitalisation

Les résultats engrangés en 2024-2025 par Oxfam au Burkina Faso démontrent à souhait que l'influence stratégique constitue un levier essentiel pour promouvoir un changement durable. À travers ses actions de plaidoyer en matière humanitaire, de justice économique, de justice de genre et de justice climatique, Oxfam mobilise les communautés et les acteurs de la société civile afin d'influencer les politiques et les pratiques, tant au niveau national qu'international, en faveur d'un développement inclusif, équitable et durable.

Qu'il s'agisse de la cohésion sociale, de l'autonomisation des femmes et des jeunes, de la gouvernance foncière ou encore de la résilience climatique, les actions menées ont permis de poser des bases solides pour des transformations systémiques.

Les résultats obtenus sont le fruit d'une forte collaboration avec les communautés, les autorités, les acteurs de la société civile ainsi que les partenaires techniques et financiers.

Cependant, les défis restent importants et nécessitent la poursuite ainsi que le renforcement des efforts engagés. Oxfam et ses partenaires entendent ainsi consolider ces acquis, maintenir les initiatives d'influence et continuer à promouvoir une gouvernance équitable, pacifique et participative.

Plus que jamais, ce rapport illustre que le changement durable repose sur une mobilisation collective, une écoute active des communautés et un engagement constant.



OXFAM